



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch\_VII\_4

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VII. Traffic in Persons

TITLE : 7.4 International Convention for the Suppression of  
the Traffic in Women of Full Age, concluded at Geneva  
on 11 October 1933, as amended by the Protocol  
signed at Lake Success, New York, on 12 November 1947  
Lake Success, 12 November 1947







SOCIETE DES NATIONS

E R R A T U M

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA TRAITE  
DES FEMMES MAJEURES.

(Document C.590. M.276. 1933. IV.)

---

Page 3, Article 10, 4ème paragraphe, 2ème ligne:

Au lieu de: "Article 10"

Lire: "Article 9"

---

LEAGUE OF NATIONS

E R R A T U M

INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION  
OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE.

(Document C.590. M.276. 1933. IV.)

---

Page 3, Article 10: Paragraph 4, 2nd line:

Instead of: "Article 10"

Read: "Article 9"

---



## INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE

.....

Being anxious to secure more completely the suppression of the traffic in women and children;

Having taken note of the recommendations contained in the Report to the Council of the League of Nations by the Traffic in Women and Children Committee on the work of its twelfth session;

Having decided to complete by a new Convention the Agreement of May 18th, 1904, and the Conventions of May 4th, 1910, and September 30th, 1921, relating to the suppression of the traffic in women and children,

Have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries:

.....

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

### *Article 1.*

Whoever, in order to gratify the passions of another person, has procured, enticed or led away, even with her consent, a woman or girl of full age for immoral purposes to be carried out in another country, shall be punished, notwithstanding that the various acts constituting the offence may have been committed in different countries.

Attempted offences, and, within the legal limits, acts preparatory to the offences in question, shall also be punishable.

For the purposes of the present Article, the term "country" includes the colonies and protectorates of the High Contracting Party concerned, as well as territories under his suzerainty and territories for which a mandate has been entrusted to him.

### *Article 2.*

The High Contracting Parties whose laws are at present inadequate to deal with the offences specified in the preceding Article agree to take the necessary steps to ensure that these offences shall be punished in accordance with their gravity.

### *Article 3.*

The High Contracting Parties undertake to communicate to each other in regard to any person of either sex who has committed or attempted to commit any of the offences referred to in the present Convention or in the Conventions of 1910 and 1921 on the Suppression of the Traffic in Women and Children, the various constituent acts of which were, or were to have been, accomplished in different countries, the following information (or similar information which it may be possible to supply under the laws and regulations of the country concerned):

(a) Records of convictions, together with any useful and available information with regard to the offender, such as his civil status, description, finger-prints, photograph and police record, his methods of operation, etc.

(b) Particulars of any measures of refusal of admission or of expulsion which may have been applied to him.

These documents and information shall be sent direct and without delay to the authorities of the countries concerned in each particular case by the authorities named in Article 1 of the Agreement concluded in Paris on May 18th, 1904, and, if possible, in all cases when the offence, conviction, refusal of admission or expulsion has been duly established.

## CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES

.....

Désireux d'assurer d'une manière plus complète la répression de la traite des femmes et des enfants;

Ayant pris connaissance des recommandations contenues dans le rapport au Conseil de la Société des Nations par le Comité de la traite des femmes et des enfants sur les travaux de sa douzième session;

Ayant décidé de compléter, par une convention nouvelle, l'Arrangement du 18 mai 1904 et les Conventions du 4 mai 1910 et du 30 septembre 1921, relatifs à la répression de la traite des femmes et des enfants,

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

.....

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### *Article premier.*

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille majeure en vue de la débauche dans un autre pays, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

La tentative est également punissable. Il en est de même, dans les limites légales, des actes préparatoires.

Au sens du présent article, l'expression « pays » comprend les colonies et protectorats de la Haute Partie contractante intéressée, ainsi que les territoires sous sa suzeraineté et ceux pour lesquels un mandat lui a été confié.

### *Article 2.*

Les Hautes Parties contractantes dont la législation ne sera pas, dès à présent, suffisante pour réprimer les infractions prévues par l'article précédent s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

### *Article 3.*

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer au sujet de tout individu de l'un ou l'autre sexe qui aura commis ou tenté de commettre l'une des infractions visées par la présente Convention, ou par les Conventions de 1910 et 1921, relatives à la répression de la traite des femmes et des enfants, si les éléments constitutifs de l'infraction ont été ou devaient être réalisés dans des pays différents, les informations suivantes (ou des informations analogues que permettent de fournir les lois et règlements intérieurs):

a) Les jugements de condamnation avec toutes autres informations utiles qui pourraient être obtenues sur le délinquant, par exemple sur son état civil, son signalement, ses empreintes digitales, sa photographie, son dossier de police, sa manière d'opérer, etc.

b) L'indication des mesures de refoulement ou d'expulsion dont il aurait été l'objet.

Ces documents et informations seront envoyés directement et sans délai aux autorités des pays intéressés dans chaque cas particulier par les autorités désignées conformément à l'article premier de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904. Cet envoi aura lieu, autant qu'il est possible, dans tous les cas de constatation de l'infraction, de condamnation, de refoulement ou d'expulsion.



*Article 4.*

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Conventions de 1910 et 1921, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

*Article 5.*

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au premier avril 1934, ouverte à la signature de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre qui s'est fait représenter à la Conférence qui a élaboré la présente Convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

*Article 6.*

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article précédent.

*Article 7.*

A dater du 1<sup>er</sup> avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre visé à l'article 5 pourra adhérer à la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés audit article.

*Article 8.*

La présente Convention entrera en vigueur soixante jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu deux ratifications ou adhésions.

Elle sera enregistrée par le Secrétaire général le jour de son entrée en vigueur.

Les ratifications ou adhésions ultérieures prendront effet à l'expiration d'un délai de soixante jours, à partir du jour de leur réception par le Secrétaire général.

*Article 9.*

La présente Convention pourra être dénoncée par une notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette dénonciation prendra effet un an après sa réception et seulement à l'égard de la Haute Partie contractante qu'elle aura notifiée.

*Article 10.*

Toute Haute Partie contractante pourra déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente Convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement déclarer au Secrétaire général de la Société des Nations que la présente Convention s'applique à l'ensemble ou à une partie des territoires qui auront fait l'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent. Ladite déclaration prendra effet soixante jours après sa réception.

Toute Haute Partie contractante pourra, à tout moment, retirer en tout ou en partie la déclaration visée à l'alinéa 2. Dans ce cas, cette déclaration de retrait aura effet un an après sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article 5, les dénonciations prévues à l'article 10 et les déclarations reçues en vertu du présent article.

Malgré la déclaration faite en vertu de l'alinéa premier du présent article, l'alinéa 3 de l'article premier reste applicable.

*Article 4.*

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention or of the Conventions of 1910 and 1921, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

*Article 5.*

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date, and shall until April 1st, 1934, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference which drew up this Convention or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

*Article 6.*

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding Article.

*Article 7.*

As from April 1st, 1934, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 5.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in that Article.

*Article 8.*

The present Convention shall come into force sixty days after the Secretary-General of the League of Nations has received two ratifications or accessions.

It shall be registered by the Secretary-General on the day of its entry into force.

Subsequent ratifications or accessions shall take effect at the end of sixty days after their receipt by the Secretary-General.

*Article 9.*

The present Convention may be denounced by notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such denunciation shall take effect one year after its receipt, but only in relation to the High Contracting Party who has notified it.

*Article 10.*

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, territories under his suzerainty, or territories for which a mandate has been entrusted to him.

Any High Contracting Party may subsequently declare to the Secretary-General of the League of Nations that the present Convention is to apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph. The said declaration shall take effect sixty days after its receipt.

Any High Contracting Party may at any moment withdraw, in whole or in part, any declaration made under the second paragraph of this Article. Such withdrawal will take effect one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League, and to the non-member States mentioned in Article 5, the denunciations referred to in Article 10, and the declarations received under the present Article.

Notwithstanding any declaration made under the first paragraph of the present Article, the third paragraph of Article 1 remains applicable.

AUSTRALIE

AUSTRALIA

S. M. BROWN

UNION SUD AFRICAINE

UNION OF SOUTH AFRICA

C. T. DE WATER

CHINE

CHINA

V. K. WELLINGTON KOO  
QUO TAI-CHI

VILLE LIBRE DE DANTZIG

FREE CITY OF DANZIG

Edouard RACZYŃSKI.

ESPAGNE

SPAIN

Isabel OYARZABAL DE PALENCIA

FRANCE

FRANCE

Jules GAUTHIER

GRÈCE

GREECE

R. RAPHAËL

LITHUANIE

Vačlovas SIDZIRAIŠKAS

LITHUANIA

PANAMA

R. A. AMADOR

PANAMA

PAYS-BAS

Y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.<sup>1</sup>  
LIMBURG

THE NETHERLANDS

POLOGNE

Edouard RACZYŃSKI

POLAND

---

<sup>1</sup> Translation by the Secretariat of the League of Nations :  
Including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

PORTUGAL

J. LOBO D'AVILA LIMA

PORTUGAL

SWEDEN

K. I. WESTMAN

Sous réserve de ratification de S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag.<sup>1</sup>

TCHÉCOSLOVAQUIE

Rudolf KENZL-JIZERSKY

CZECHOSLOVAKIA

Copie certifiée conforme.

Pour le Secrétaire général:

*Conseiller juridique  
du Secrétariat.*

Certified true copy.

For the Secretary-General:

*Legal Adviser  
of the Secretariat.*

---

<sup>1</sup> Translation by the Secretariat of the League of Nations:

Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

## CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children done at Geneva on 30 September 1921, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,  
Office of Legal Affairs

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Palitha T. B. Kohona', written over a diagonal line.

Palitha T. B. Kohona

United Nations  
New York, July 2005

## CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants fait à Genève le 30 septembre 1921, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,  
Bureau des Affaires juridiques

Organisation des Nations Unies  
New York, juillet 2005







Certified true copy VII.4  
Copie certifiée conforme VII.4  
October 2004